

## Présentation

# L'État est mort, vive l'État

*Olivier Compagnon*

La publication en français de ce volume d'articles rédigés sous l'égide de la CEPALC tombe à point nommé en cette année 2010, à l'heure où l'Europe peine à sortir de la crise inaugurée en 2008 et où l'on s'interroge chaque jour un peu plus sur la place qui revient à l'État dans la vie économique et sociale. En ce moment charnière qui voit la doxa néo-libérale remise en question et certains de ses tenants contestés par la voie des urnes il n'est pas inutile de tourner les yeux vers les sociétés latino-américaines qui, parce qu'elles en furent les premiers terrains d'application et bénéficient en quelque sorte d'une antériorité dans les évolutions qui affectent désormais le monde entier, constituent un observatoire privilégié.

Le Chili de Pinochet fut le lieu d'expérimentation des théories monétaristes élaborées à la *School of Economics* de l'Université de Chicago après le renversement d'Allende, l'Unité Populaire marquant le chant du cygne de l'interventionnisme étatique et du modèle keynésien qui s'étaient développés en Amérique latine depuis les années 1930. Le processus d'importation du néo-libéralisme commence dès le milieu des années 1950 par des accords de partenariat entre l'Université de Chicago et l'Université Catholique de Santiago (UC), qui permettent à de jeunes étudiants chiliens d'acquérir une formation qu'ils restituent

ensuite à l'UC en tant que professeurs<sup>1</sup>. Également relayé au début des années 1970 par les catholiques conservateurs du mouvement *gremialista* ou par le quotidien *El Mercurio*, le dogme du marché —qui fait figure de nouveau paradigme de la liberté dans le contexte régional des régimes de sécurité nationale— s'impose rapidement par toute une série de mesures qui permettent de mettre en œuvre, grandeur nature, les postulats qui guideront moins d'une décennie plus tard *le gouvernement de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne puis l'administration américaine sous Ronald Reagan*. Contrôle de l'inflation afin de stabiliser les variations monétaires, baisse des dépenses publiques pour contrôler le déficit budgétaire, privatisations et réduction considérable des attributions de l'État: tels sont les grands principes directeurs de la politique économique à partir du milieu des années 1970. Rapidement, l'économie chilienne voit ses exportations augmenter de manière considérable, attire les investisseurs étrangers et retrouve des taux de croissance étonnants dans le contexte de la crise économique mondiale des années 1970 (9,9% en 1977, 8,3% en 1979) (Banque centrale du Chili, 1989). Certes, le Chili traverse en 1982 une grave crise qui contraint l'État à un réinvestissement passager et relègue les *Chicago Boys* au second plan, mais la parenthèse semble close trois ans plus tard lorsque reprend un processus accéléré de privatisations, notamment dans le domaine des télécommunications et de l'électricité. Débarrassé des ultimes scories de l'Unité Populaire, le Chili semble entrer dans une nouvelle ère de modernisation et d'intégration aux marchés mondiaux.

□ Olivier Compagnon est maître de conférences en histoire à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique latine (Université Sorbonne Nouvelle-Paris 3), rédacteur en chef des *Cahiers des Amériques latines*, membre du CREDAL-UMR 7227 et de l'Institut Universitaire de France. L'auteur reprend à dessein certains éléments de l'introduction qu'il avait donnée au précédent volume co-édité par l'IHEAL et la CEPALC: "Les trois temps de la mondialisation en Amérique latine", in José Antonio Ocampo et Juan Martín (éd.), *Mondialisation et développement. Un regard de l'Amérique latine et des Caraïbes*, Santiago du Chili, CEPALC / Publications des Nations Unies / IHEAL, 2005, p. 221-228.

<sup>1</sup> Voir notamment Valdés (1995), Olave Castillo (1997) et Pollack (1999).

Érigée en modèle de développement et de lutte contre la crise par le Fonds Monétaire International, la révolution économique chilienne essaime dans toute l'Amérique latine durant les deux décennies qui suivent et franchit le cap de l'institutionnalisation avec le "consensus de Washington". Toutefois, elle porte en elle des conséquences sociales que ne masquent pas complètement la bonne santé des indices macro-économiques. La paupérisation de larges couches de la population, l'érosion des classes moyennes et la répartition de plus en plus inégalitaire des revenus par habitant en sont les aspects les plus visibles. Le désengagement de l'État se fait surtout sentir dans certains secteurs comme la protection sociale ou le système des retraites, qui apparaissent complètement sinistrés dès les années 1990. Le domaine de l'éducation est également particulièrement touché : la diminution des dépenses publiques, la décentralisation des administrations et des financements et la flexibilité des programmes scolaires conduisent à la mise en place d'un système éducatif à deux vitesses, dans lequel l'école publique devient celle des pauvres et l'école privée celle des classes moyennes et hautes de la société (Mariano Longo, 2001). Autant d'éléments qui contribuent à une lente décomposition du corps social qui vaut partout ou presque en Amérique latine. À la fin des années 2000, le laboratoire chilien offre ainsi l'étrange paradoxe d'une croissance réelle et durable, récemment soutenue par la flambée du prix des matières premières et par des conditions de financement exceptionnelles, qui confirme aux yeux de certains les vertus à long terme de la purge néo-libérale ; mais aussi d'un indice de Gini —mesurant le degré d'inégalité dans la répartition des richesses— de 52 qui figure parmi les plus élevés du monde<sup>2</sup>. Et si l'on peut se satisfaire de l'indéniable consolidation démocratique vingt ans après la chute de Pinochet, il reste à savoir si l'institutionnalisation de ces inégalités ne constitue pas elle-même une menace pour la stabilité démocratique. C'est en tout cas ce spectre-là que firent planer les pillages de supermarchés à Concepción, après le tremblement de terre de février 2010, et le difficile rétablissement de l'ordre.

"Terrain privilégié pour observer très concrètement les modalités et les enjeux de ces luttes de la mondialisation qui contribuent à redéfinir les discours et les pratiques d'État, conformément à la nouvelle

orthodoxie néo-libérale", l'Amérique latine est aussi un laboratoire de la contestation du modèle néo-libéral et le terreau de nouvelles formes d'action et de mobilisation politique dès le tournant des années 1980 et 1990 (Delazay et Garth, 2002, p. 19-20). En février 1989, des émeutes éclatent au Venezuela en réaction au virage économique amorcé par le président social-démocrate Carlos Andrés Pérez : féroce réprimé, le *Caracazo* échappe dans un premier temps aux analyses politiques, qui ne trouvent à l'origine de ce soulèvement populaire ni parti politique ni syndicat ni quelque autre acteur collectif bien identifié. Ce n'est que plus tard, à l'aune de révoltes similaires en Équateur dans les années 1990 ou en Argentine à la fin de l'année 2001, que l'on admit qu'il s'agissait de nouvelles formes de protestation propres aux sociétés ultra-libéralisées, au moins autant liées à l'exclusion sociale croissante qu'à la crise de légitimité des partis politiques traditionnels acquis à l'orthodoxie libérale<sup>3</sup>. Plus au nord, ce n'est pas un hasard si le soulèvement zapatiste du Chiapas a lieu le 1er janvier 1994, date d'entrée en vigueur de l'ALENA qui cristallise alors le discours anti-libéral en Amérique latine ; l'usage massif des nouvelles technologies de l'information permit de faire du sous-commandant Marcos une icône de l'altermondialisme en l'espace de quelques mois et de doter la révolte chiapanèque d'une fonction d'exemplarité —réelle ou fantasmée— aux yeux de nombreux leaders de mouvements sociaux. En décembre 1998, l'élection de Hugo Chávez Frias à la présidence de la République du Venezuela marque le début de ce que l'on nomme le "virage à gauche", éminemment hétérogène dans ses discours, dans ses pratiques et en termes de résultats obtenus, mais à coup sûr révélateur d'une volonté de rupture avec le "consensus de Washington". Et c'est finalement à Porto Alegre, capitale de l'État brésilien du Rio Grande do Sul et terre d'élection de la démocratie participative dans les années 1990, que se tient en janvier 2001 le premier Forum social mondial réunissant les principales figures de l'antilibéralisme dans le monde. Tout au long des années 1990, l'Amérique latine aussi s'est imposée comme l'un des espaces nœuds de la "géographie de la colère" (Appadurai, 2007).

De fait, les articles réunis dans ce volume attestent tout autant les ravages advenus du fait de la mutation néo-libérale que de la possible restauration d'un État régulateur en matière économique et sociale. Dans

<sup>2</sup> À titre de comparaison, l'indice de Gini du pays considéré comme ayant le plus faible développement humain, à savoir le Niger, est de 43,9. Voir PNUD (2009, p. 214-216).

<sup>3</sup> Voir López Maya (1989, p. 117-137).

une étonnante symphonie, Fernando Calderón évoque ainsi une “demande de plus grande intervention de l’État” émanant de l’opinion face aux problèmes de pauvreté et d’inégale répartition des richesses, tandis que Enrique Iglesias observe une “demande sociale pour un nouveau type d’État”. Il ne s’agit donc plus seulement de penser l’État comme le simple garant du bon fonctionnement du marché, ainsi que le préconisait la Banque mondiale dans les deuxième moitié des années 1990, mais d’en redéfinir en profondeur le champ de prérogatives en prenant en compte les demandes actuelles de divers secteurs sociaux comme les enseignements du passé<sup>4</sup>. Non pas, certes, un État bureaucraté, centralisateur et collectiviste que les utopies révolutionnaires des années 1960 avaient mis au goût du jour à l’aune des modèles communistes soviétique et chinois. Mais, au contraire, un État sur lequel un contrôle citoyen serait susceptible d’être exercé —à défaut d’une réelle démocratie participative dont on palpe actuellement toutes les difficultés à prendre forme dans un cadre autre que local<sup>5</sup>.

Un État qui ne remettrait pas en cause le modèle de développement capitaliste et l’intégration des économies latino-américaines aux marchés mondiaux, mais qui saurait en tempérer les effets sociaux en redistribuant les *royalties* de la croissance. Autrement dit un État social —à défaut d’être “providentiel”— susceptible de remettre au goût du jour quelques-unes de ses fonctions historiques comme celle de garantir une intégration et une formation minimale des individus par l’école publique<sup>6</sup> ou de prendre en charge l’âge de la vieillesse en développant des systèmes de retraite actuellement très insuffisants<sup>7</sup>. Il reste à déterminer le cadre territorial dans lequel ce nouvel État pourrait voir le jour: étant donné le faible développement d’institutions politiques dans le cadre des intégrations régionales —constat valant tout autant pour les différents ensembles latino-américains que pour l’Union européenne—, celui de la Nation apparaît aujourd’hui encore comme le plus pertinent.

<sup>4</sup> De ce point, les travaux de Pierre Rosanvallon sur la construction connexes des États et de sociétés démocratiques dans une perspective historique mériteraient d’être relus à l’aune des constats effectués dans le présent volume: voir notamment Rosanvallon (1981, 1990 et 1995).

<sup>5</sup> Sur ce point, voir le bilan contrasté dressé des dix premières années de gouvernement Chávez par Mathieu Commet (2009, p. 105-128), ainsi que Bacqué, Rey et Sintomer (2005).

<sup>6</sup> Voir l’article, dans ce volume, de Gonzalo Saravi, “Les jeunes et les sentiments d’appartenance en Amérique latine: causes et risques de la fragmentation sociale” (publié originalement en espagnol dans la *Revue de la CEPAL*, No. 98 (LC/G.2404-P), 2004), ainsi que Brochier (2009).

<sup>7</sup> Voir l’article, dans ce volume, de Andras Uthoff, “Les lacunes de l’État-providence et les réformes des systèmes de retraite en Amérique latine” (publié originalement en espagnol dans la *Revue de la CEPAL*, No. 89 (LC/G.2312-P), 2006).

#### Bibliographie

- Appadurai, Arjun (2007), *Géographie de la colère. La violence à l’âge de la mondialisation*, Paris, Payot.
- Bacqué, Marie-Hélène, Henri Rey et Yves Sintomer (dirs.) (2005), *Gestion de proximité et démocratie participative. Une perspective comparative*, Paris, La Découverte.
- Banque centrale du Chili (1989), *Indicadores económicos y sociales de Chile, 1960-1988*, Santiago du Chili.
- Banque mondiale (1997), *World Bank Development Report 1997. The State in a Changing World*, New York, Oxford University Press.
- Commet, Mathieu (2009), “Une révolution dans la Révolution? Mobilisations collectives et démocratie participative dans les *barrios* de Caracas”, *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, O. Compagnon, S. Revet et J. Rebotier (dirs.), Paris, Éditions de l’Atelier.
- Delazay, Yves et Bryant G. Garth (2002), *La mondialisation des guerres de palais. La restructuration du pouvoir d’État en Amérique latine, entre notables du droit et ‘Chicago Boys’*, Paris, Éditions du Seuil.
- López Maya, Margarita (2003), “The Venezuelan *Caracazo* of 1989: popular protest and institutional weakness”, *Journal of Latin American Studies*, No. 35, Cambridge University Press.
- Mariano Longo, Teresa (2001), *Philosophies et politiques néolibérales de l’éducation dans le Chili de Pinochet, 1973-1983. L’école du marché contre l’école de l’égalité*, Paris, L’Harmattan.
- Olave Castillo, Patricia (1997), *El proyecto neoliberal en Chile y la construcción de une nueva economía*, México, D.F., Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM).
- PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) (2009), *Rapport mondial sur le développement humain 2009*, New York, Programme des Nations Unies pour le développement.
- Pollack, Marcelo (1999), *The New Right in Chile, 1973-1997*, New York, St Martin Press.
- Rosanvallon, Pierre (1995), *La nouvelle question sociale. Repenser l’État-providence*, Paris, Seuil.
- \_\_\_\_\_ (1990), *L’État en France de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil.
- \_\_\_\_\_ (1981), *La crise de l’État-providence*, Paris, Seuil.
- Valdés, Juan Gabriel (1995), *Pinochet’s Economists: the Chicago School in Chile*, New York, Cambridge University Press.